

## Chapitre 5

# Changement climatique : Aider les pays pauvres à s'adapter

*Alors que le monde développé met au point les stratégies d'adaptation les plus susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le monde en développement a besoin d'aide pour s'adapter aux impacts d'une évolution climatique d'ores et déjà amorcée.*

*Le scénario de développement classique ne permettra pas de protéger les populations et pays vulnérables aux effets du climat. Il faut effectuer l'adaptation entre dans la planification à tous les niveaux, qu'il s'agisse des projets ou des stratégies nationales et sectorielles. Le présent chapitre fait le point sur le rôle des membres du CAD dans ce processus et les défis qui s'annoncent.*

## Coopération de développement dans le contexte du changement climatique

Les modifications de notre climat peuvent paraître lointaines par rapport à des préoccupations immédiates telles que la pauvreté, les maladies et la stagnation économique. Toutefois, si rien n'est fait pour parer au changement climatique, la recherche de solutions à ces grandes priorités du développement sera sérieusement compromise.

Le changement climatique va de plus en plus désorganiser des aspects élémentaires de la vie humaine sur toute la planète : disponibilité de l'eau, production alimentaire, santé et environnement (graphique 5.1). Sans entrave, il pourrait bien entraîner de graves perturbations économiques et écologiques (GIEC, 2007a), en particulier pour les populations déjà vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

Un scénario de développement classique, faisant abstraction des risques et possibilités liés au climat, ne saurait remédier à ces difficultés. En matière de développement, diverses activités permettent sans doute de réduire la vulnérabilité à beaucoup d'impacts du changement climatique, mais d'autres initiatives peuvent l'accentuer. Par exemple, les plans d'aménagement des zones côtières ne prenant pas en compte l'élévation du niveau des mers mettront en péril des populations, des activités et des infrastructures fondamentales et ne seront pas viables à long terme. En cas d'impact négatif de ce type, on parle de « maladaptation ». Par ailleurs, la prise en considération du changement climatique peut conduire à donner davantage d'importance au soutien à des secteurs tels que l'agriculture, le développement rural et la gestion des ressources en eau.

Les populations et pays les plus pauvres vont pâtir plus particulièrement du changement climatique. En effet, les pays en développement, notamment les moins avancés, sont largement tributaires d'activités sensibles au climat, et affichent des niveaux élevés de pauvreté, parallèlement à de bas niveaux d'instruction et à des capacités limitées aux plans humain, institutionnel, économique, technique et financier. Faute d'intervention urgente, le changement climatique empêchera la réalisation de plusieurs des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (tableau 5.1), tout en compromettant les objectifs nationaux d'éradication de la pauvreté et de développement durable.

Dans ce contexte, le présent chapitre examine comment faire face aux menaces climatiques qui pèsent sur la planète, et comment intégrer cette dimension dans les politiques de coopération au développement à l'échelon des projets et du niveau local jusqu'au niveau national.

Tableau 5.1. **Répercussions possibles du changement climatique sur la réalisation de divers Objectifs du Millénaire pour le développement**

Objectif du Millénaire pour le développement	Exemples de liens avec le changement climatique
Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim (Objectif 1)	Le changement climatique est susceptible de réduire les atouts de beaucoup de populations pauvres, de modifier la trajectoire de la croissance économique et de peser sur la sécurité alimentaire à l'échelle régionale. Des pressions vont probablement s'exercer sur les ressources en eau, du fait de l'augmentation des pertes par évaporation et des besoins en eau induite par la hausse des températures. La production alimentaire, étroitement liée à la disponibilité en eau, sera soumise à des contraintes plus fortes dans les régions où cette ressource est limitée.
Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes (Objectif 3)	Dans le monde en développement en particulier, les femmes sont proportionnellement plus engagées dans des activités tributaires de ressources naturelles, telles que l'agriculture, qui sont plus spécialement exposées au changement climatique.
Objectifs liés à la santé (Objectifs 4, 5 et 6)	Le changement climatique risque d'avoir des répercussions sur la santé, tant directes, du fait de la recrudescence des températures élevées, vagues de chaleur, inondations, sécheresses et tempêtes, qu'indirectes, par le biais d'une augmentation de la morbidité et d'une diminution quantitative et qualitative de la nourriture et de l'eau.
Assurer un environnement durable (Objectif 7)	Le changement climatique est susceptible d'altérer la qualité et la productivité des ressources naturelles et des écosystèmes, qui représentent une large part des revenus dans les pays en développement. Les zones côtières sont particulièrement vulnérables aux effets de l'élévation du niveau des mers, des ondes de tempête et de la plus forte intensité des cyclones dans certaines régions.

Sources : Rapport multi-agences (2003), « *Pauvreté et changements climatiques : Réduire la vulnérabilité des populations pauvres par l'adaptation* », Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque mondiale, Département du développement international (Royaume-Uni), Direction générale du développement (Commission européenne), ministère des Affaires étrangères – Coopération internationale (Pays-Bas), ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Allemagne), Organisation de Coopération et de Développement Économiques, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement ; GIEC (2007b), *Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge ; WEDO (Women's Environment & Development Organization) (2008), *Gender, Climate Change and Human Security*, rapport d'orientation rédigé pour la Présidence grecque du Réseau de la sécurité humaine, New York/Athènes.

## Comment parer au changement climatique

Les principales ripostes au changement climatique sont de deux ordres.

1. Atténuation : agir directement sur le changement climatique, en diminuant les émissions de gaz à effet de serre.
2. Adaptation : prendre des initiatives pour réduire les conséquences défavorables du changement climatique, et pour en exploiter les aspects positifs.

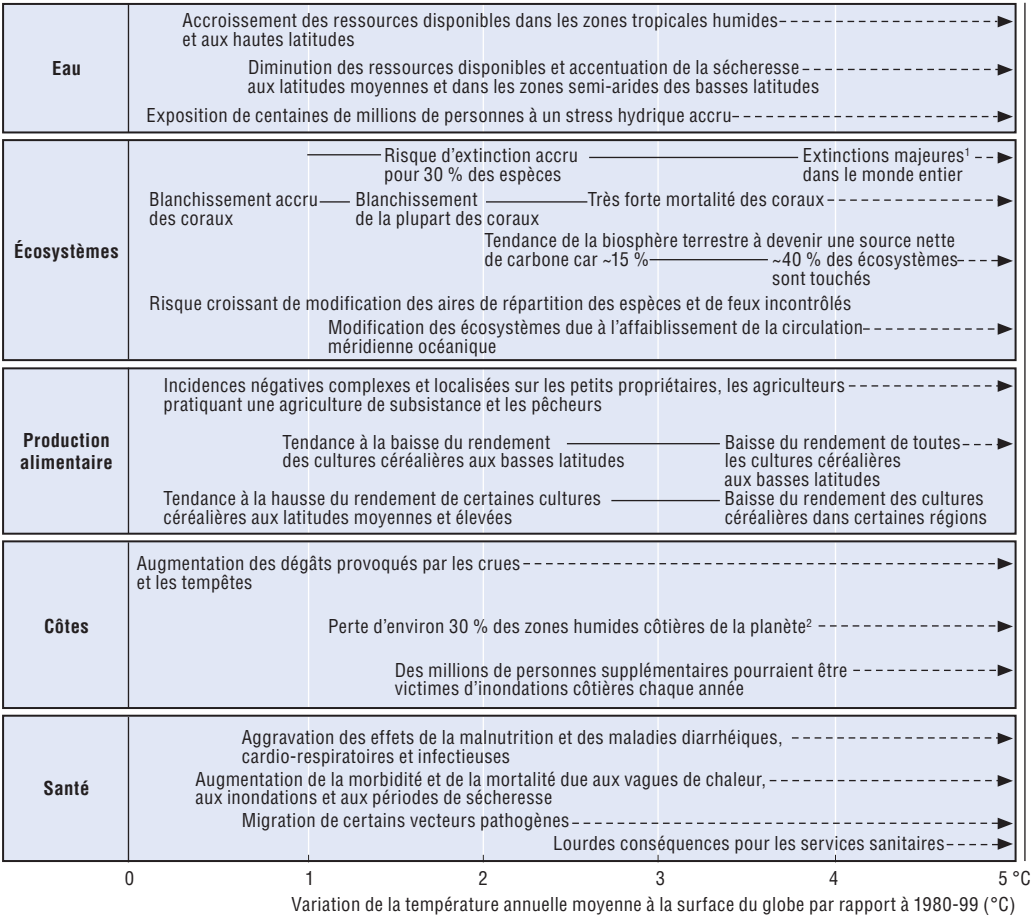
### Atténuation

Jusqu'à présent, les émissions de gaz à effet de serre ont été majoritairement imputables aux pays développés. Il ressort de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques que tous les pays se doivent de protéger le système climatique, pour le bien des générations présentes et à venir, selon des critères d'équité et conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives. Aussi appartient-il aux pays développés de montrer l'exemple dans la lutte contre le changement climatique et ses effets néfastes. Les pays en développement les plus avancés ont également un rôle important à jouer.

Parallèlement, dans l'optique du doublement prévu des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici au milieu du siècle, il importe que tous les pays s'engagent dans des trajectoires de croissance sobres en carbone. Les choix de développement arrêtés

Graphique 5.1. Exemples d'incidences associées à l'élévation de la température moyenne à la surface du globe

Ces incidences varieront selon le degré d'adaptation, le rythme du réchauffement et le mode de développement socio-économique



1. Plus de 40 %.

2. Sur la base d'une élévation du niveau de la mer de 4.2 mm/an en moyenne de 2000 à 2080.

Les traits noirs relient les diverses incidences entre elles, les flèches en pointillé indiquent que ces incidences se poursuivent avec le réchauffement. La disposition du texte permet de voir approximativement à quel niveau de réchauffement s'amorce l'effet mentionné. Les chiffres relatifs à la pénurie d'eau et aux inondations représentent les répercussions supplémentaires du changement climatique relativement aux conditions projetées selon les scénarios A1FI, A2, B1 et B2 du rapport spécial du GIEC sur les scénarios d'émissions (SRES). Ces estimations ne tiennent pas compte de l'adaptation au changement climatique. Toutes ces incidences sont affectées d'un degré de confiance élevé.

Source : GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2007), « Bilan 2007 des changements climatiques : Conséquences, adaptation et vulnérabilité », contribution du Groupe de travail II au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 717-743.

aujourd'hui vont non seulement influencer sur la capacité d'adaptation, mais aussi déterminer l'évolution des émissions de gaz à effet de serre.

Une récente réunion conjointe à haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD)<sup>1</sup> et du Comité des politiques d'environnement (EPOC) de l'OCDE a mis en évidence la nécessité d'aider les pays en développement à suivre des trajectoires de développement sobres en carbone. Les participants à la réunion ont fait valoir qu'un tel développement pouvait simultanément dynamiser la croissance, promouvoir la sécurité énergétique et contribuer au processus d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique. Par

ailleurs, la Déclaration sur la croissance verte (OCDE, 2009a), adoptée à la Réunion du Conseil au niveau des ministres en juin 2009, souligne qu'il faut plus particulièrement coordonner les activités de coopération pour le développement afin d'aider les pays en développement à œuvrer pour une croissance verte. Elle prend acte du rôle que joue le CAD dans les efforts déployés à l'échelle de l'OCDE en la matière.

Des mesures et technologies simples, dont l'existence est bien connue, peuvent être mises au service d'une croissance sobre en carbone et en accroître les retombées bénéfiques. Les technologies fondées sur des énergies renouvelables, les politiques et mesures visant à accroître l'efficacité énergétique, l'amélioration de l'urbanisation et des transports publics sont autant de moyens de contribuer, ensemble, à l'atténuation du changement climatique et à la croissance économique. La coopération internationale peut fournir des incitations qui encouragent l'adoption de telles stratégies avantageuses sur toute la ligne.

### **Adaptation**

Si les mesures d'atténuation sont absolument indispensables, il est manifeste que le changement climatique est bel et bien amorcé, et certains pays en ressentent déjà les effets. Aussi faut-il recourir de toute urgence à des mesures d'adaptation et les faire entrer dans les politiques économiques, les projets de développement et les efforts d'aide internationale. En 2006, les ministres du Développement et de l'Environnement des pays membres de l'OCDE ont adopté la Déclaration sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement (encadré 5.1), invitant à promouvoir une « coordination effective et la mise en commun des bonnes pratiques » (OCDE, 2006a). L'ouvrage publié sous le titre *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : Document d'orientation* (OCDE, 2009b) veut répondre à cet appel. Le reste du présent chapitre résume les principaux messages qui se dégagent de ce document d'orientation.

#### **Encadré 5.1. Démarche envisagée par les pays du CAD pour soutenir efficacement l'adaptation au changement climatique**

Le Texte sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement du CAD et de l'EPOC précise que le soutien apporté aux pays en développement pour répondre aux défis nouveaux de l'adaptation au changement climatique :

- Obéira aux principes énoncés dans le « Consensus de Monterrey », dans la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide » et dans le « Programme d'action d'Accra » (annexe).
- Devra être aligné sur la vision à long terme des pays partenaires et leur plan/programme de développement, notamment le programme d'action national pour l'adaptation (PANA, encadré 5.5).
- S'appuiera sur les systèmes des pays partenaires en veillant à l'harmonisation des approches, moyennant un soutien au renforcement des capacités pour que les partenaires soient à même de gérer tous les aspects de l'adaptation au changement climatique.

### Encadré 5.1. Démarche envisagée par les pays du CAD pour soutenir efficacement l'adaptation au changement climatique (suite)

- Passera par différentes modalités d'aide, en faisant une large place aux approches-programmes et aux approches sectorielles, de préférence à des projets spécifiques.
- Sera acheminé de manière efficiente et efficace, et mobilisera le soutien du secteur privé.
- Fera en sorte que les risques climatiques soient pris en compte de manière adéquate dans tous les programmes auxquels les organismes de développement apportent leur appui.

Une attention particulière sera accordée aux plus vulnérables : les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les États africains touchés par la sécheresse, les inondations et la désertification ; les communautés et les groupes les plus fragiles, notamment les femmes (encadré 5.3), les enfants et les personnes âgées.

Il s'agira de définir et de mettre en œuvre des solutions « gagnant-gagnant » axées à la fois sur l'adaptation et le développement et de susciter des synergies entre l'adaptation au changement climatique et son atténuation, notamment dans des secteurs comme l'énergie, l'agriculture et la foresterie, ainsi qu'avec les autres Conventions de Rio (concernant la diversité biologique et la lutte contre la désertification). En outre, les liens seront renforcés entre l'adaptation au changement climatique et la réduction et la gestion des risques de catastrophe.

Source : OCDE (2009c), *Texte sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement*, OCDE, Paris, disponible à l'adresse [www.oecd.org/dataoecd/27/31/42750111.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/27/31/42750111.pdf).

## Mettre en œuvre et intégrer les mesures d'adaptation

Il est impératif que les mesures d'adaptation au changement climatique soient intégrés dans les processus et activités de développement pris en main et pilotés par les pays à plusieurs niveaux : celui des projets comme aux niveaux local, sectoriel et national. En outre, l'adaptation ne doit pas être considérée comme un objectif isolé mais être intégrée dans les politiques environnementales, sociales et économiques. On verra dans les sections qui suivent comment procéder à chacun de ces niveaux.

### Adapter les projets au changement climatique

Les projets de développement peuvent être plus ou moins directement vulnérables aux répercussions du changement climatique. Réciproquement, ils peuvent augmenter ou réduire la vulnérabilité des groupes humains ou systèmes concernés face au changement climatique. La vulnérabilité d'un projet à l'égard des risques climatiques est fonction du type d'infrastructure mis en place, des activités qu'il favorise et de son emplacement géographique. En outre, la longévité attendue des activités liées au projet est sans doute un facteur déterminant qui conduit à évaluer la vulnérabilité au changement climatique. Par exemple, les investissements dans des infrastructures de longue durée (comme les barrages ou les réseaux d'irrigation) doivent tenir compte de l'incidence ultérieure du climat sur la viabilité du projet, car les effets du changement climatique prendront vraisemblablement de plus en plus d'importance pendant la durée d'utilisation prévue.

L'intégration des mesures voulues au niveau des projets suppose que les risques climatiques et l'adaptation soient pris en considération à chaque étape du cycle : identification, examen préalable, conception, mise en œuvre, suivi et évaluation.

Les organismes donneurs ont un double rôle à jouer pour faire intervenir l'adaptation au changement climatique à ce niveau. Premièrement, dès lors que la coopération pour le développement passe par un soutien à des projets, ils peuvent assortir leur participation d'impératifs d'adaptation. Deuxièmement, ils peuvent concevoir et mettre en commun des évaluations, cadres et outils utilisables par d'autres partenaires. Divers donneurs ont élaboré des outils et des instruments pour examiner leurs portefeuilles de projets selon le critère du risque climatique, puis pour sélectionner les mesures d'adaptation à prendre en compte (encadré 5.2). D'autres travaux restent néanmoins indispensables pour harmoniser ces méthodologies d'un donneur à l'autre.

#### Encadré 5.2. **Méthodes de sélection en fonction du changement climatique élaborées par des donneurs**

L'Agence des États-Unis pour le développement international a formulé des orientations d'ordre général pour la prise en compte du changement climatique dans l'élaboration des projets, selon une démarche en six étapes permettant de voir si des modifications s'imposent en fonction du changement climatique. La Banque mondiale a mis au point un outil informatique de conception et d'évaluation en vue de l'adaptation au changement climatique (Assessment and Design for Adaptation to Climate Change). Interopération (Fondation suisse pour le développement et la coopération internationale), l'Institut international du développement durable, l'Union internationale pour la conservation de la nature et l'Institut de Stockholm pour l'environnement ont élaboré conjointement un outil d'évaluation des risques pour les populations axé sur l'adaptation et les moyens de subsistance (Community-based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods) ; il aide les utilisateurs à anticiper les effets négatifs possibles des projets locaux sur la résilience au climat et à revoir les projets en conséquence pour améliorer la capacité d'adaptation à cette échelle. Le Département du développement international du Royaume-Uni est à l'origine d'un outil informatique visant à faire ressortir les perspectives et les risques liés au changement climatique et aux catastrophes. Les programmes des donneurs peuvent ainsi faire l'objet d'un examen systématique rapide. Mandatée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement la GTZ (Agence allemande de coopération technique) a mis au point une méthode qui couvre les deux volets climatiques, l'adaptation et l'atténuation, liés aux projets de développement.

Source : Pour de plus amples informations, voir OCDE (2009b), *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement* : Document d'orientation, OCDE, Paris.

### **Adaptation au changement climatique au niveau local**

Certaines initiatives émanant d'organismes d'aide au développement ont des prolongements évidents en termes d'adaptation au niveau local (encadré 5.3). Par exemple, le soutien des donneurs à la décentralisation – politique, budgétaire ou administrative – dans les pays partenaires peut avoir d'importantes conséquences pour l'adaptation au changement climatique. Généralement, il s'agit avant tout d'accroître la participation et la transparence de l'administration, tout en veillant à ce que les services publics soient plus efficaces, accessibles, équitables et axés sur les besoins locaux. À la faveur de cette



évolution, l'adaptation locale au changement climatique peut être pour les donateurs un moyen de mieux comprendre comment la décentralisation s'articule avec la réduction de la vulnérabilité locale.

### Encadré 5.3. **Adaptation au changement climatique et disparités entre les sexes au niveau local**

Dans les populations pauvres, les femmes et les enfants sont plus particulièrement exposés à la dégradation de l'environnement et aux catastrophes naturelles. Par conséquent, dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation au niveau local – en milieu rural ou urbain – il faut impérativement reconnaître et prendre en considération le fait que les femmes et les enfants sont plus vulnérables aux répercussions climatiques, et que la situation n'est pas vécue de la même manière selon le sexe. En outre, il est essentiel de faire participer les femmes à égalité avec les hommes à toute stratégie d'adaptation. Cela permettra d'éviter d'accentuer les disparités entre hommes et femmes dans la vulnérabilité au changement climatique.

Les femmes peuvent gagner à exercer des activités de subsistance résistant mieux et/ou moins sensibles à des conditions climatiques de plus en plus extrêmes et variables. Par exemple, compte tenu des risques accrus d'inondations, un soutien a été apporté aux femmes du Bangladesh afin qu'elles élèvent des canards plutôt que des poulets pour nourrir leur famille et pour se procurer des revenus (CARE Canada, 2008).

Sources : CARE Canada (2008), « Les femmes bangladaises sont les sentinelles des connaissances sur l'atténuation du changement climatique », accessible à l'adresse <http://care.ca/main/index.php?es&BangladeshiWomen> ; UICN (Union mondiale pour la nature) (2007), « Gender and climate change – Women as Agents of Change », [http://cmsdata.iucn.org/downloads/climate\\_change\\_gender.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/climate_change_gender.pdf).

### **Adaptation au changement climatique dans des secteurs économiques clés**

Divers secteurs sont particulièrement sensibles à la variabilité du climat, d'où la nécessité de donner une place prioritaire au changement climatique dans la politique et la planification sectorielles. Certains d'entre eux, comme l'agriculture, subissent l'influence directe du climat, tandis que d'autres sont surtout exposés à des répercussions indirectes. Par exemple, la production industrielle peut être touchée si le changement climatique réduit (ou accroît) la production d'hydroélectricité. Le cas s'est produit dernièrement au Ghana, où la sécheresse a limité la production hydroélectrique, amputant la croissance économique de 2 %. Parmi les principaux secteurs sensibles au climat figurent l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la gestion des ressources en eau, la santé, la conservation de la nature, l'énergie et les infrastructures.

La coopération pour le développement a souvent un caractère sectoriel. Dans les secteurs visés, en tenant compte des informations sur le changement climatique au stade de l'élaboration des politiques, on peut déterminer les mesures d'adaptation à prendre, éviter les risques de maladaptation et faire apparaître de nouvelles opportunités. Ainsi, en ce qui concerne le secteur agricole, l'élévation de température dans certaines régions crée sans doute des conditions plus propices à certaines cultures qu'à d'autres. La mise en évidence de cette perspective à long terme peut aider à orienter la politique sectorielle et, par la suite, les formes de développement rural envisageables pour la région. S'agissant des équipements de longue durée, les considérations de changement climatique peuvent



amener à revoir les plans pour l'ensemble du secteur, les critères de construction et de conception, ainsi que le choix des sites.

L'évaluation environnementale stratégique (EES) peut servir de « prisme climatique » applicable aux politiques, stratégies et plans sectoriels. Elle renvoie à « des approches analytiques et participatives de prise de décision stratégique qui visent à intégrer les considérations d'environnement dans les politiques, les plans et les programmes et à évaluer leurs interactions avec les considérations d'ordre économique et social » (OCDE, 2006b). Bien que l'EES ait été surtout employée pour apprécier l'impact de politiques, plans et programmes sur l'environnement, et non l'inverse, elle apporte un cadre général et une méthodologie judicieuse qui font place aux considérations environnementales dans les politiques, plans et programmes (encadré 5.4).

#### Encadré 5.4. EES de l'aménagement du territoire pour le district de Nhon Trach au Vietnam

Une EES a été menée en 2007/08 pour faire entrer les aspects environnementaux dans l'aménagement du district de Nhon Trach, non loin de Hô-Chi-Minh-Ville. Elle a notamment porté sur les conséquences possibles du changement climatique pour ce district. Dans le rapport établi à l'issue de l'EES, ont été proposées non seulement des solutions de protection de l'environnement, mais aussi des mesures d'adaptation aux répercussions attendues du changement climatique, sans oublier l'estimation des coûts et les modalités de mise en œuvre. L'évaluation des répercussions du changement climatique a envisagé des aspects tels que la hausse des températures, la modification du régime des précipitations, l'élévation du niveau des mers et l'intrusion d'eau salée. Parmi les recommandations formulées et les mesures préconisées pour l'adaptation au changement climatique, on peut citer les exemples ci-dessous.

- Maintenir en état et développer les systèmes de digues pour éviter l'intrusion d'eau de mer dans le district.
- Déterminer de nouvelles variétés et espèces de plantes cultivées, et adapter les formes de culture pour réduire la vulnérabilité du système agricole aux effets du changement climatique.
- Garder un couvert arboré de 15 % au minimum là où les terres agricoles ont été réaffectées à d'autres usages, comme la construction de logements ou autres chantiers, afin de limiter l'érosion des sols.
- Améliorer l'entretien du réseau d'évacuation et l'étendre au même rythme que l'urbanisation ; renforcer la gestion environnementale des zones urbaines et des parcs industriels, y compris par un dragage régulier, pour éviter les inondations locales pendant la saison des pluies.
- Continuer à préserver les forêts de mangroves dans le district afin d'atténuer les risques croissants liés à l'amplitude des marées.

Sources : BAsD (Banque asiatique de développement) (2009), *Strategic Environmental Assessment as a Tool to Improve Climate Change Adaptation in the Greater Mekong Subregion*, Banque asiatique de développement, Manille ; SEMLA, Vietnam-Sweden Cooperation Programme on Strengthening Environmental Management and Land Administration in Vietnam (2008), *Evaluation of SEMLA SEA Projects*, SEMLA, Hanoi.

Les organismes donneurs peuvent accompagner bon nombre des actions évoquées ci-dessus, moyennant un soutien budgétaire sectoriel et des approches à cette échelle. S'ajoute l'aide au développement de capacités en matière d'analyse et de planification des

mesures d'adaptation. Enfin, ils peuvent prêter un concours financier et technique pour le suivi et l'évaluation des progrès visant la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans les stratégies, plans et programmes sectoriels.

### **Adaptation au changement climatique au niveau national**

Le niveau national est déterminant dans le processus d'intégration de l'adaptation au changement climatique. Les choix opérés créent le contexte propice indispensable aux acteurs des secteurs public et privé, ainsi qu'aux collectivités et aux ménages. C'est également à ce niveau que sont définis les stratégies et objectifs de développement et de réduction de la pauvreté à moyen et long terme, sous forme de grandes orientations, plans de développement et principes d'action nationaux.

Sont notamment à retenir au niveau national les priorités ci-dessous :

- Améliorer la couverture et le contrôle de qualité des données de surveillance du climat.
- Faire en sorte que les incidences du changement climatique, les vulnérabilités et les possibilités d'adaptation soient évaluées au niveau national. Cela permettra d'améliorer et de mieux cibler les informations sur la manière dont le changement climatique modifie certaines priorités nationales et fonctions gouvernementales essentielles.
- Confier la coordination des mesures d'adaptation à des organes centraux de poids – cabinet du président ou du Premier ministre, organismes de planification.
- Inscrire les risques liés au changement climatique dans les projets d'avenir pour le long terme, de même que dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et de développement durable.
- Faire valoir, par des arguments économiques solides, la nécessité d'investir dans l'adaptation et d'assurer l'allocation de ressources adéquates (moyennant un fonds horizontal pour l'adaptation, par exemple) pour que l'adaptation entre dans les politiques, plans et programmes (encadré 5.5).

S'il incombe aux pays partenaires de piloter les efforts de prise en compte de l'adaptation au changement climatique, les donateurs internationaux ont un rôle décisif à jouer dans ce sens. Ils peuvent promouvoir le renforcement des capacités, concernant notamment la veille climatique et l'évaluation des incidences à venir et des priorités d'adaptation au niveau national. À cet égard, une prise de conscience des risques liés au

#### **Encadré 5.5. Prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans les politiques des pays et dans les stratégies nationales de développement**

Si l'adaptation est encore rarement prise en compte au niveau national, le changement climatique a sa place dans les politiques menées par plusieurs pays, à commencer par les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté.

Certains des pays les moins avancés ont récemment mis sur pied un programme d'action national pour l'adaptation (PANA). Les PANA sont axés sur des activités qui répondent aux besoins d'adaptation urgents et immédiats des pays concernés. Il s'agit de programmes tournés vers l'action, conçus pour les pays et selon une démarche souple en fonction de la situation nationale. Les PANA définissent les actions à mener en priorité et sont donc utiles pour les responsables de la planification du développement.

**Encadré 5.5. Prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans les politiques des pays et dans les stratégies nationales de développement (suite)**

Au Bangladesh, des liens explicites ont été établis entre le PANA et le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) pour intégrer l'adaptation au changement climatique. Le DSRP reconnaît que le changement climatique constitue un sujet de préoccupation grave pour le pays, en insistant sur les problèmes que pose la montée du niveau de la mer. Il analyse de façon précise l'articulation entre les catastrophes naturelles, la croissance et la pauvreté. Le changement climatique est considéré comme un enjeu de taille pour la gestion des ressources en eau et la protection de l'environnement. Le DSRP comprend 19 matrices de mesures pour la mise en œuvre de la stratégie, dont une exclusivement consacrée à la gestion globale des catastrophes. L'un des principaux objectifs est de faire intervenir les effets en termes de vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique dans les plans, programmes, politiques et projets de gestion des catastrophes et de réduction des risques. Le constat que la mise en œuvre à l'échelle nationale relève du PANA contribue aussi à assurer la cohérence des politiques en matière d'adaptation. Les mesures d'adaptation prioritaires retenues dans le PANA du Bangladesh forment clairement un tout avec le DSRP. Dans la définition des stratégies de riposte et de sensibilisation au changement climatique, le PANA se réfère par ailleurs aux matrices du DSRP concernant la gestion intégrée des catastrophes, ainsi que l'environnement et le développement durable.

Il existe de nombreuses initiatives internationales comme la Stratégie internationale pour la réduction des catastrophes, établie par les Nations Unies, susceptibles de promouvoir la conception et la mise en œuvre de politiques d'adaptation nationales. Elles pourraient être améliorées et renforcées de telle sorte que les pays en développement puissent s'en inspirer pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques nationales.

changement climatique s'impose au sein des organismes donneurs. Les dialogues de fond à haut niveau offrent aux donneurs un moyen de faire ressortir l'importance de l'adaptation auprès des responsables de ministères clés, chargés par exemple des finances et de la planification. Les organismes donneurs peuvent en outre apporter un soutien financier. C'est ainsi qu'ils pourraient contribuer à un fonds pour l'adaptation, géré par une instance centrale telle que le ministère des finances ou de la planification, prenant en charge les coûts encourus pour intégrer les mesures d'adaptation aux activités. Par ailleurs, les donneurs internationaux peuvent encourager l'action dans ce domaine par le biais des stratégies et d'aide conjointe<sup>2</sup>. Encore faut-il que les donneurs coordonnent et harmonisent leurs efforts en matière d'adaptation au niveau national.

## Notes

1. Les travaux du CAD sur l'environnement et le changement climatique sont menés dans le cadre du Réseau du CAD sur l'environnement et le changement climatique (ENVIRONET), instance internationale qui réunit des praticiens travaillant dans des organismes de développement bilatéraux et multilatéraux. Des représentants des pays membres, des banques régionales de développement ainsi que d'organisations non gouvernementales et d'instituts de recherche participent également à ses activités.
2. Les stratégies d'aide conjointe sont des cadres intégrés dans lesquels s'inscrit la coopération pour le développement entre le gouvernement et les divers donneurs bilatéraux et multilatéraux qui opèrent dans un pays partenaire.

## Bibliographie

- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2007a), « Bilan 2007 des changements climatiques : Conséquences, adaptation et vulnérabilité », contribution du Groupe de travail II au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GIEC (2007b), *Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge.
- OCDE (2006a), Déclaration sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement, OCDE, Paris.
- OCDE (2006b), *L'évaluation environnementale stratégique : Guide de bonnes pratiques dans le domaine de la coopération pour le développement, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Aspects économiques de l'adaptation au changement climatique : Coûts, bénéfices et instruments économiques*, OCDE, Paris, disponible à l'adresse [www.oecd.org/env/cc/adaptationeco](http://www.oecd.org/env/cc/adaptationeco).
- OCDE (2009a), Déclaration sur la croissance verte, OCDE, Paris, disponible à l'adresse [www.oecd.org/olis/2009doc.nsf/LinktoFre/NT00004886/\\$FILE/JT03267278.PDF](http://www.oecd.org/olis/2009doc.nsf/LinktoFre/NT00004886/$FILE/JT03267278.PDF).
- OCDE (2009b), *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : Document d'orientation*, OCDE, Paris, disponible à l'adresse [www.oecd.org/env/cc/adaptation/orientation](http://www.oecd.org/env/cc/adaptation/orientation).
- OCDE (2009c), *Texte sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement*, adopté lors de la réunion conjointe à haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD) et du Comité des politiques d'environnement (EPOC) de l'OCDE, Paris, 28-29 mai 2009, OCDE, disponible à l'adresse [www.oecd.org/dataoecd/27/31/42750111.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/27/31/42750111.pdf).



Extrait de :

## Development Co-operation Report 2010

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/dcr-2010-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Changement climatique : Aider les pays pauvres à s'adapter », dans *Development Co-operation Report 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2010-8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).